

Les promoteurs du dossier JO s'enferment dans la poursuite coûte que coûte de la candidature et dépensent sans compter. Nous devons amener Annecy 2018 à la raison, amplifier notre mobilisation pour les contraindre à arrêter les frais.

POURQUOI SOMMES-NOUS CONTRE LES JO?

Une démographie galopante avec 7'000 nouveaux habitants par an. Les rives du lac sont toujours embouteillées. Le bassin Genevois ne cesse de s'étendre. La vallée de Chamonix ne peut accepter d'autres constructions. La Haute-Savoie étouffe.

Les JO doivent générer de l'emploi et de la croissance ? En fait, les entreprises haut-savoyardes ne ramasseront que les miettes de cette pseudo croissance. Les grands groupes tenants du business olympique ne se préoccupent pas de l'économie locale et disposent de leur propre main-d'œuvre.

Le budget global de Vancouver 2010 est estimé à 5,6 milliards €. Sochi 2014 (Russie), annonce officiellement une dépense de 22,3 milliards €. Annecy 2018, annonce 1,2 milliard € pour le fonctionnement et 700 millions € pour les infrastructures sportives et le transport mais ne précise pas le coût total.

La plupart des élus locaux Haut-Savoyards sont victimes d'un manque d'informations concernant les dépenses prévues : les promoteurs des JO ne leur communiquent pas les détails du dossier.

Le CIO impose deux logements par athlète : un en plaine et un en station, soit une profusion de constructions.

Chamonix ville principale concernée par le déroulement des épreuves, ne fait pas mention des JO sur ses deux sites internet pourtant internationaux.

A ce jour, Annecy 2018 a dépensé 19,9 millions pour présenter sa candidature.

Le tramway Annécien et le doublement des voies SNCF d'Aix les Bains à la Vallée de l'Arve sont irréalistes dans les délais impartis pour les JO.

Quelque soit l'enneigement, le CIO impose la neige artificielle. Turin 2006 a consommé en quinze jours autant d'eau que 600'000 habitants en un an.

Annecy 2018 occulte les problèmes de risques naturels : tremplin en zone avalancheuse à la Clusaz, risques d'inondations de la plaine de Passy venant du glacier de Tête Rousse.

Les promoteurs du dossier JO s'enferment dans la poursuite coûte que coûte de la candidature et dépensent sans compter. Nous devons amener Annecy 2018 à la raison, amplifier notre mobilisation pour les contraindre à arrêter les frais.

POURQUOI SOMMES-NOUS CONTRE LES JO?

Une démographie galopante avec 7'000 nouveaux habitants par an. Les rives du lac sont toujours embouteillées. Le bassin Genevois ne cesse de s'étendre. La vallée de Chamonix ne peut accepter d'autres constructions. La Haute-Savoie étouffe.

Les JO doivent générer de l'emploi et de la croissance ? En fait, les entreprises haut-savoyardes ne ramasseront que les miettes de cette pseudo croissance. Les grands groupes tenants du business olympique ne se préoccupent pas de l'économie locale et disposent de leur propre main-d'œuvre.

Le budget global de Vancouver 2010 est estimé à 5,6 milliards €. Sochi 2014 (Russie), annonce officiellement une dépense de 22,3 milliards €. Annecy 2018, annonce 1,2 milliard € pour le fonctionnement et 700 millions € pour les infrastructures sportives et le transport mais ne précise pas le coût total.

La plupart des élus locaux Haut-Savoyards sont victimes d'un manque d'informations concernant les dépenses prévues : les promoteurs des JO ne leur communiquent pas les détails du dossier.

Le CIO impose deux logements par athlète : un en plaine et un en station, soit une profusion de constructions.

Chamonix ville principale concernée par le déroulement des épreuves, ne fait pas mention des JO sur ses deux sites internet pourtant internationaux.

A ce jour, Annecy 2018 a dépensé 19,9 millions pour présenter sa candidature.

Le tramway Annécien et le doublement des voies SNCF d'Aix les Bains à la Vallée de l'Arve sont irréalistes dans les délais impartis pour les JO.

Quelque soit l'enneigement, le CIO impose la neige artificielle. Turin 2006 a consommé en quinze jours autant d'eau que 600'000 habitants en un an.

Annecy 2018 occulte les problèmes de risques naturels : tremplin en zone avalancheuse à la Clusaz, risques d'inondations de la plaine de Passy venant du glacier de Tête Rousse.